

25 mars 2002 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République et candidat à l'élection présidentielle 2002, sur ses propositions en particulier sur la sécurité et la réforme de l'Etat ("Pour une République des proximités"), Amneville le 25 mars 2002.

Monsieur le Président du Sénat, mon Cher Christian,
Monsieur le Président du Conseil Général, Mon Cher Philippe,
Monsieur le Maire de Nancy, Mon Cher André,
Chers élus de Lorraine et d'ailleurs,
Mes Chers Amis,

Il est des régions qui incarnent, plus que d'autres, une histoire. Des valeurs. Des émotions.

Il en va ainsi de la Lorraine qui a été pour la France un rêve de victoire.

La Lorraine, qui a tant fait pour la grandeur industrielle de la France.

La Lorraine, belle et forte.

Mais la Lorraine marquée par mille épreuves. Les destructions de la guerre, le déclin des charbonnages, la restructuration de la sidérurgie, la crise du textile. Votre terre porte encore les cicatrices qui témoignent de ces souffrances. Mais toujours, vous êtes restés debout. Au cœur de l'Europe, vous investissez aujourd'hui dans les technologies de l'information, vous créez des activités nouvelles et vous recherchez inlassablement les créneaux de l'avenir.

La géographie ouvre à vos activités des débouchés européens. C'est dire l'importance, pour vous, des infrastructures. Le TGV-Est, bien sûr. Mais aussi les autoroutes. Le terrible accident de la semaine passée sur l'A31 a montré une nouvelle fois la nécessité d'un grand effort dans ce domaine.

Ensemble, je m'y engage, nous bâtirons l'avenir de la Lorraine.

Mes Chers Amis,

Nous sommes en campagne. Pour parler de la France, des Français, de notre avenir.

L'élection présidentielle, c'est d'abord un défi qu'un peuple se lance à lui-même. Mais ce soir à Amnéville flotte aussi comme un parfum de fête. Et pourquoi ne dirions-nous pas notre enthousiasme à chaque temps fort de la vie démocratique ? La démocratie et la liberté sont des conquêtes chèrement payées. Sachons apprécier la valeur de ces moments de rencontre, de partage et de débat.

Amis lorrains, chacun vous sait courageux, volontaires, travailleurs. Mais vous êtes aussi chaleureux, généreux, passionnés. Vous savez dire votre flamme. Vous savez vous mobiliser et vous engager. Votre amour de la patrie retentit à travers l'histoire.

Je suis heureux de vous retrouver nombreux ce soir et de m'adresser à vous. Heureux de votre présence, de votre amitié. Heureux d'être en Lorraine et touché par la chaleur de votre accueil. Votre fidélité, votre attachement à la République, l'élan qui vous porte, rejoignent mon engagement et ma passion.

Merci d'être unis et rassemblés. De donner de la France et du peuple français un visage généreux, optimiste, ardent.

C'est en rassemblant les Français pour forger ensemble un destin commun que la France avancera. Ainsi, chacun aura sa part, chacun trouvera sa place.

Nous avons su nous donner un nouvel horizon, celui de l'Europe. Notre espace s'élargit peu à peu aux dimensions d'un continent. L'Europe nous stimule. L'Europe nous protège. L'Europe est une chance pour notre pays.

Partout en France, des énergies nouvelles sont déjà à l'œuvre. Partout, je vois le même dynamisme, la même disponibilité, le même goût de l'aventure collective. Partout, c'est le même espoir de voir s'éclairer l'avenir français.

Vous êtes citoyens du XXI^{ème} siècle, le siècle des nouvelles aventures technologiques, celui de l'internet. La responsabilité des choix, c'est à vous qu'elle revient. La démocratie commence par le citoyen et non par l'Etat.

L'Etat doit faire fonctionner les services publics, garantir la sécurité et assurer la solidarité. Mais il ne peut s'occuper de tout, accaparer tous les pouvoirs. Il ne doit plus décider systématiquement à votre place mais vous donner les moyens de faire vos propres choix et d'accomplir vos projets.

Je veux desserrer les carcans, vous permettre d'être plus libres de vos décisions.

L'étatisme a cessé d'être une protection pour devenir un handicap. Il n'a pas empêché l'insécurité de s'aggraver. Il n'a pas fait reculer la pauvreté, même après quatre années de croissance. Il bride vos initiatives, freine votre élan. Il a fait prendre à la France du retard.

Il est temps d'ouvrir grand les fenêtres de notre démocratie. Que soufflent les vents porteurs du dialogue social et des libertés locales. Il est temps d'écouter les Françaises et les Français et de leur faire confiance.

Je veux que l'Etat joue son rôle et qu'il laisse les forces vives et les territoires de notre pays jouer le leur.

Je veux que l'action politique s'attache à répondre à vos besoins fondamentaux, qu'elle garantisse la sécurité et la solidarité. Sans solidarité, sans sécurité, chacun se défend seul face aux risques de la vie, personne n'attend plus rien de la société, personne ne peut entreprendre, personne n'ose plus se tourner vers l'avenir.

Je veux que vous puissiez avoir de nouvelles raisons d'être fiers. Fiers de ce que vous faites, de la France, de nos réalisations. Fiers de notre culture, de notre place en Europe, de notre audience dans le monde. Fiers des principes et des valeurs que nous partageons.

Ces principes, ces valeurs, c'est la fraternité, l'humanisme, le respect entre les hommes. C'est le respect des différences, mais aussi le respect de ce que nous avons en commun, la République, la liberté, la tolérance.

Ce que je veux pour la France, je veux le faire avec vous, en conjuguant partage et initiative.

Pour refonder ensemble notre cohésion nationale.

Pour jeter les bases d'un nouveau pacte de progrès.

La cohésion nationale, c'est essentiel.

Je veux une nation forte au sein de l'Union Européenne. Une nation unie. Sûre. Maîtresse de son destin.

Une nation unie.

Beaucoup d'entre vous, je le sais, s'inquiètent de voir l'autorité de l'Etat si gravement affaiblie. Ils n'admettent pas que nos grandes institutions, l'école, la justice, la police, la gendarmerie, et même notre armée, fondement de notre indépendance et de notre liberté, ne soient plus respectées comme elles doivent l'être en démocratie.

Beaucoup d'entre vous s'interrogent aussi sur la force de notre creuset républicain, sur la pertinence de notre modèle d'intégration, sur l'efficacité sociale de notre système éducatif.

Ces interrogations, ces doutes ne doivent pas nous faire renoncer, bien au contraire.

Les fondements de notre République sont solides. La France a une longue histoire. Première en Europe, elle a proclamé la liberté et ouvert la voie à la démocratie. Première en Europe, elle a appris à lire, à écrire, à compter à tous ses enfants. Depuis toujours, elle a su s'ouvrir à ceux qui voulaient vivre et travailler sur son sol en respectant ses lois. Il n'y a aucune raison de penser qu'aujourd'hui nous ne serions plus capables d'assumer nos valeurs et notre destin commun. La France est forte. Si les Français sont unis nous saurons puiser en nous-mêmes les ressources et l'énergie nécessaires pour faire face à tout ce qui peut séparer, disperser, opposer et exclure.

A Garges-lès-Gonesse, à Montauban, au Val-Fourré, à Strasbourg, à Argenteuil, à Clichy-la-Garenne, partout en France, à chaque rencontre avec nos compatriotes, c'est la même attente, c'est la même demande d'un retour à l'autorité et au respect des personnes, pour que puisse de nouveau s'exprimer la formidable richesse humaine de la France.

La France n'est pas une mosaïque de communautés. Elle est une et indivisible. Nation ancienne, elle a forgé sa personnalité à travers des siècles d'histoire. Elle doit se sentir suffisamment assurée d'elle-même et de son destin pour continuer à s'enrichir de ses différences. Mais elle a aussi le droit et même le devoir d'affirmer et de faire respecter sans complexe ses règles et ses valeurs, qui sont celles de la laïcité, de l'égalité, des droits de l'homme, de la démocratie. Chacun doit être reconnu dans sa dignité, sans distinction d'origine, de religion ou de nationalité. La République ne saurait tolérer de discrimination entre les personnes qui vivent sur son territoire et respectent ses lois. Ainsi assumée, la diversité ne sera jamais une menace contre notre cohésion. Je n'en dirais pas autant de l'insécurité qui ronge notre corps social.

Notre nation doit retrouver la sécurité. Pendant cinq ans, le gouvernement a refusé d'agir, empêché par des raisons idéologiques, politiques et partisanses.

Je l'ai dit et je le répète, si nous ne donnons pas un coup d'arrêt à la violence, aucune grande ambition ne sera possible pour la France. Certains, enfermés dans leurs idéologies, ne veulent toujours pas le comprendre.

Assez de confusion ! La liberté, ça n'est pas le droit de tout faire au mépris des autres. Il faut assumer pleinement l'exigence de l'autorité et du respect des autres. Il faut assumer la nécessité d'interdire ce qui nuit à autrui. La défaillance de l'autorité n'a pas seulement pour effet de laisser la violence sans contrôle. Elle est en réalité à la racine même de la violence. Je constate que ce n'est toujours pas une évidence aux yeux de tous les responsables politiques. Je le regrette car s'il est un domaine où devrait se créer un véritable consensus national, c'est bien celui-là.

Comment ne pas voir que tout acte d'agression en appelle de plus graves tant qu'une limite n'est pas clairement posée ? Croit-on vraiment rendre service au jeune délinquant en refusant ou en négligeant de le punir par une sanction immédiate, juste et certaine ?

Les propositions que je fais sont connues. De la prévention à la répression, toutes s'inspirent d'une double exigence d'humanité et d'autorité. Elles appellent, à côté de l'Etat, une mobilisation de tous les acteurs de la société, parents, éducateurs, associations, et bien sûr, élus.

Ce qu'il faut, ce n'est pas seulement organiser des médiations bénévoles pour apaiser les conflits. C'est créer de véritables juges de proximité, avec des assesseurs-citoyens. Ces nouveaux juges prononceront les premières peines dans l'échelle des sanctions, afin que toute agression trouve une réponse. Il faut aussi créer des centres pour les multirécidivistes, caïds et chefs de bande. Mais pas des centres ouverts comme aujourd'hui, d'où ils fuguent dès leur placement. Des centres fermés, qui les éloignent des lieux où ils sèment le désordre et la peur. C'est la meilleure protection pour les victimes et aussi pour les plus jeunes, qu'ils attirent vers la délinquance. Et c'est la seule solution qui offre à chacun d'eux les meilleures chances d'échapper à l'escalade de la violence et de préparer leur insertion.

Mais soyons lucides ! L'insécurité quotidienne n'est pas seulement la conséquence d'actes individuels.

La vérité, c'est que des quartiers entiers sont mis en coupe réglée par des organisations mafieuses liées au trafic de la drogue, à l'immigration clandestine, à la prostitution. Les individus qui dirigent ces réseaux ne se commettent pas avec la délinquance ordinaire, mais ils l'exploitent. Ce sont eux qui la font vivre et qui lui ont donné sa dimension actuelle.

Les services de police et de gendarmerie, auxquels je tiens à rendre un légitime hommage, sont souvent débordés malgré leurs efforts et les risques qu'ils prennent. Ils n'ont pas les moyens de faire face.

C'est pourquoi je veux créer, dans les régions, des groupements opérationnels d'intervention. Ils seront composés de magistrats, de policiers, de gendarmes, mais aussi de douaniers, de fonctionnaires des impôts et des autres corps d'inspection. Ils passeront au crible les quartiers en crise pour démanteler les réseaux criminels. Ces groupements seront mis en place avant l'été.

Loin de la violence, des désordres et des peurs qui perturbent l'harmonie de notre société, tous

Loin de la violence, des désordres et des peurs qui perturbent l'harmonie de notre société, tous les Français ont le droit de vivre en sécurité, à la campagne comme en ville, dans la paix et la tranquillité.

La sécurité extérieure doit, elle aussi, être mieux assurée, pour que notre nation puisse rester maîtresse de son destin.

Cela ne veut pas dire que la France doive être moins européenne, ou moins solidaire de ses alliés. Bien au contraire, elle sera d'autant plus forte en Europe, elle sera d'autant plus utile à ses alliés qu'elle aura renforcé sa capacité d'action et d'engagement à l'extérieur.

Les crises qui s'enchaînent à nos portes, dans les Balkans et au Moyen-Orient, la lutte engagée contre le terrorisme international après les attentats tragiques du 11 septembre, ont rappelé aux Français une vérité simple. La paix n'est pas une donnée de l'Histoire ou le fruit d'un hasard heureux. Elle est affaire de volonté politique.

Dans un temps marqué par l'incertitude, la complexité des situations, la nouveauté des menaces, nous devons avoir les moyens et la volonté d'assurer, partout dans le monde, la sécurité de nos concitoyens et la défense de nos intérêts et de nos valeurs.

Pour conforter la dissuasion, j'ai assuré la modernisation de notre arme nucléaire. Pour donner à nos armées plus de souplesse d'emploi et d'efficacité, j'ai décidé en 1996 leur professionnalisation. Avec Tony Blair, j'ai ouvert la voie à l'Europe de la défense. Dès 2003, nous pourrions projeter ensemble, hors des frontières de l'Union, jusqu'à 60.000 hommes.

Nous avons désormais de meilleurs atouts pour soutenir notre ambition d'indépendance.

Et pourtant, aujourd'hui, je suis inquiet. Je suis inquiet des restrictions accumulées au cours des cinq dernières années, malgré les mises en garde répétées que j'ai faites. Je suis inquiet des retards pris par nos programmes d'équipement. Je suis inquiet de la dévalorisation de la condition militaire. L'histoire nous l'a souvent rappelé à nos dépens, la sécurité extérieure a, elle aussi, un prix.

Sur ces questions, la gauche, nous le savons, a toujours été méfiante et profondément divisée.

Pour elle, la défense n'a jamais été une priorité. Harcelé par la surenchère des intérêts catégoriels, sans ligne directrice pour l'action, dépourvu de volonté et de conviction en matière de défense, l'actuel gouvernement n'a eu de cesse de considérer les crédits militaires comme la réserve où puiser pour éteindre les conflits sociaux et financer des dépenses imprévues. Il est grand temps que l'intérêt national reprenne le dessus !

Les crédits d'équipement de nos armées doivent être rétablis. La condition militaire doit être revalorisée. Le plan Armées 2015 doit être appliqué. La prochaine loi de programmation militaire doit être l'occasion d'une véritable remise à niveau. La défense figurera parmi les priorités des prochains budgets.

Nos militaires sont également meurtris de voir l'honneur des armées mis en cause depuis cinq ans, souvent au nom de l'idéologie et du sectarisme. La France doit assumer son passé, sans occulter ses erreurs, voire ses fautes, mais sans nier non plus l'héroïsme et la grandeur de ceux, innombrables, qui ont accepté pour elle le sacrifice de leur vie.

Attachons-nous à construire pour demain l'armée dont notre pays a besoin.

Mes chers amis,

La France est une grande nation. Nous avons une longue histoire. Notre destin est d'être unis, de défendre notre identité, de proclamer nos valeurs. Assez de scepticisme ! Assez de dénigrement ! Mettons l'accent sur ce qui nous rassemble ! Assumons avec fermeté les règles sans lesquelles aucune vie en société ne serait possible. Que chaque citoyen soit conforté dans sa sûreté et dans les garanties auxquelles il a droit. Que de la même façon la République accepte toutes les exigences de sa sécurité et de son indépendance. Et vous verrez comme nous avancerons. Vous verrez comme les énergies françaises se déploieront, comme l'audace nous sera facile. Vous verrez comme l'ambition nous paraîtra naturelle.

Après quatre années de croissance, la France tourne au ralenti. Le chômage est reparti à la hausse. Un voile s'est levé. La réalité cesse d'être masquée par les effets de la conjoncture internationale. Notre situation apparaît aujourd'hui pour ce qu'elle est : dégradée par rapport à celle de nos partenaires les plus dynamiques. Non pas que nous n'ayons pas progressé sur bien

des plans, il serait absurde de le nier. La France n'est pas sans forces. Mais, si, avec l'euro, nous sommes parvenus, non sans mal, à faire le choix de l'Europe, celui de l'ouverture au monde, nous laissons finalement l'Europe et le reste du monde avancer plus vite que nous.

Ce qui est en cause, c'est l'activité économique dans nos villes et nos régions, c'est l'emploi des Françaises et des Français, c'est l'avenir des jeunes.

Aujourd'hui, les investisseurs ont le choix. Ils peuvent décider d'investir en France, mais ils peuvent aussi choisir d'autres pays.

Au cours des années récentes, un processus de délocalisations rampantes s'est amorcé. De plus en plus, c'est à l'étranger, plutôt qu'en France, que nos entreprises développent leurs capacités de production, au détriment de l'emploi dans notre pays. Les fermetures d'usines, toujours si traumatisantes, parfois spectaculaires, sont nombreuses. Nos jeunes chercheurs et nos cadres sont eux aussi sensibles au vent du large qui conduit un nombre croissant d'entre eux à s'expatrier. Cessons de fermer les yeux. Il faut absolument réagir, et réagir vite.

La compétition des territoires a ses exigences.

Incontestablement, nous avons des atouts-maîtres. Ce n'est pas sans raison qu'un tiers des Français travaillent désormais directement ou indirectement pour l'exportation. Mais, parfois, nous gâchons nos chances. Avec des impôts et des charges parmi les plus élevés d'Europe, on ne choisit plus spontanément la France. Notre réputation de toujours tout réglementer et, en même temps, de constamment changer nos règles sans prévenir, ne nous facilite pas la tâche. Et que dire du passage forcé aux 35 heures ? Que dire de ces conflits sociaux dans les transports, sans service minimum garanti ? Que dire des insuffisances du dialogue avec les partenaires sociaux ? Notre position géographique, au carrefour de toutes les routes européennes, la qualité de nos infrastructures, l'efficacité reconnue de notre système d'enseignement, notre culture, notre cadre de vie sont des arguments forts en notre faveur. Mais, croyez-moi, dans notre siècle, il faudra davantage pour convaincre.

Le gouvernement qui se mettra en place dans un peu plus de six semaines devra se donner pour mission de restaurer notre compétitivité. Avec le rétablissement de la sécurité, ce sera pour lui une exigence cardinale. Il faut faire repartir la France, la faire repartir sur un chemin de croissance et d'emplois. Cela ne viendra pas tout seul, en comptant sur le reste du monde. C'est à nous de le faire, sans retard, pour sortir d'une situation qui, année après année, nous pénalise davantage. Dans ce combat, comptez sur mon courage et sur ma totale détermination !

Il faudra d'abord un changement d'état d'esprit.

Nous sommes dans une situation curieuse. D'un côté, l'Etat est responsable des principaux blocages qui empêchent le revenu des Français de progresser par leur travail. Il les impose trop lourdement. Il leur interdit de travailler plus quand ils ont envie ou besoin de gagner plus. Il pénalise l'emploi par des charges excessives. Il enferme nos entreprises dans des carcans réglementaires et fiscaux.

De l'autre côté, l'Etat ne cesse de devoir compenser l'insuffisance des revenus du travail et de l'activité en prélevant et en redistribuant l'argent des Français. La redistribution est indispensable bien sûr, car elle exprime la nécessaire solidarité nationale. Mais quelle confusion, quel contresens, quand on en arrive à décourager le travail et à compromettre la création des richesses par trop de prélèvements et de règles. Un étatsisme insidieux s'est installé, incapable d'imposer l'intérêt général face à la surenchère des intérêts catégoriels. Je veux lui opposer un nouveau pacte de progrès, référence claire pour l'action.

Mon objectif, c'est d'abord et avant tout de développer l'activité. Notre histoire le démontre, on le voit aujourd'hui partout dans le monde, quand les richesses n'augmentent plus, il n'y a rien à partager.

Garantissons les solidarités essentielles et libérons les énergies, c'est la seule voie pour progresser.

La solidarité fonde notre cohésion sociale au même titre que la sécurité. La garantir, aujourd'hui, c'est répondre aux besoins fondamentaux des Français. Cela concerne d'abord la retraite et la santé.

A force de reculer la réforme des retraites, la France, seule en Europe, est maintenant dans une situation difficile. Il est d'abord essentiel de sauvegarder la retraite par répartition, grâce à un effort collectif. C'est un devoir de solidarité. L'Etat en prendra toute sa part. Et pour ceux qui le souhaitent, une épargne devra pouvoir être constituée hors impôts, pour compléter leur retraite. Les fonctionnaires ont ce droit. Pourquoi serait-il refusé aux autres Français ?

Il faut aussi mettre fin à la crise qui secoue actuellement le monde de la santé, du médecin de famille à l'hôpital public. Pour cela, lever les sanctions collectives, restaurer la confiance et permettre aux Français qui n'en ont pas les moyens d'avoir une bonne mutuelle.

Libérer les énergies de nos forces vives, c'est rendre son dynamisme à la France.

Il faut relancer l'emploi, par la baisse des charges sociales pesant sur les emplois les moins qualifiés. Ouvrir à chacun un compte personnel de formation pour ne plus se trouver démuné face aux changements professionnels. Faire entrer les jeunes dans les entreprises. Les vrais emplois-jeunes de demain seront bien sûr des emplois en entreprise.

Il faut alléger nos réglementations, assouplir les 35 heures, cesser de décider pour tout le monde combien d'heures il faut travailler partout en France.

Et il faut diminuer les prélèvements. La baisse des charges et la baisse des impôts, l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés, d'autres impôts encore, ce n'est pas seulement un choix politique. C'est une obligation incontournable. C'est le seul moyen de lutter à armes égales avec les autres pays. Ce n'est pas pour moi une exigence idéologique mais une réponse pragmatique à un impératif de réalité.

D'abord, pour rester dans la course, être attractifs par rapport à nos concurrents, qui ont pris de l'avance.

Ensuite, parce qu'en permettant à chacun de profiter pleinement des fruits de son travail, c'est l'activité qu'on encourage, c'est l'économie qu'on enrichit, c'est l'emploi qu'on stimule, c'est l'investissement qu'on attire.

Voilà pourquoi nous devons être déterminés à agir. Nous le ferons dans le respect de nos engagements européens. Nous le ferons pour inscrire la France dans une dynamique de croissance. Et nous le ferons fortement, car il s'agit de marquer une rupture, un changement d'époque, et de donner un souffle nouveau à l'activité de notre pays.

Pour réaliser ces ambitions, il faudra aussi un profond changement de méthode. Réformer l'Etat. Dialoguer. Créer la République des proximités.

Réformer l'Etat. Toutes les velléités des années récentes ont échoué : à l'éducation nationale d'abord, puis aux finances et enfin dans la police et la gendarmerie. Je crois pourtant que les esprits sont mûrs. Une réforme est indispensable pour que l'Etat retrouve son efficacité dans ses missions essentielles. Cette réforme, tous les Français l'attendent et les fonctionnaires l'espèrent. Elle rendra notre fonction publique plus efficace, mais aussi plus attractive. Et elle permettra de faire d'indispensables économies de gestion. C'est l'une des conditions de la baisse des impôts.

Dialoguer. Jamais dans notre pays le dialogue social n'aura été à ce point ignoré par un gouvernement. Depuis cinq ans, on n'a voulu laisser aucune place aux partenaires sociaux. Le résultat, c'est l'étatisme, la méconnaissance des réalités, la rigidité et l'uniformité des règles.

C'est le refus d'accepter la diversité croissante des situations, des besoins, des aspirations.

Le rejet de la démocratie sociale ne grandit jamais la démocratie politique. Bien au contraire, elle l'affaiblit. C'est une attitude stérile. Elle empêche l'adaptation, l'innovation et le changement. Elle crée des blocages, entrave notre développement. C'est la négation même de la liberté et de la confiance.

L'autoritarisme pointilleux qui a présidé à la mise en place des 35 heures restera dans notre histoire comme le modèle de ce qu'il ne faut pas faire. Pour sortir des difficultés, il faut changer de méthode. L'horaire légal restera à 35 heures. Ce que je veux, c'est vous donner la liberté de travailler plus pour gagner plus, dans le cadre d'accords négociés entre les partenaires sociaux. Ce que je veux, c'est ouvrir la voie à un dialogue social aujourd'hui étouffé.

Enfin, créer une République des proximités. Une nouvelle architecture des pouvoirs doit se mettre en place. Je veux que les décisions importantes de la vie quotidienne soient prises au plus près du terrain, pour que chacun puisse y participer, et pour qu'ainsi toutes les réalités, tous les

pres du terrain, pour que chacun puisse y participer, et pour qu'ainsi toutes les réalités, tous les besoins soient pris en compte. Arrêtons de tout vouloir décider depuis les bureaux parisiens. Si le gouvernement doit prendre ses responsabilités, il ne doit plus accaparer tous les pouvoirs. Il doit les partager avec d'autres. Dans une société ouverte, fluide, active, c'est la condition même de l'efficacité. La centralisation est incompatible avec la société de l'information, de la responsabilité et de l'intelligence qu'il nous faut développer. La distance entre le citoyen et le décideur public doit être abolie par plus de proximité, d'écoute, de participation et de dialogue. Le référendum local doit être encouragé. Et nous devons, pour l'avenir, faire échec à toute forme de recentralisation en inscrivant les libertés locales au cœur de notre Constitution.

Mes Chers amis,

Voici enfin venu le temps de l'action. L'heure des grandes décisions.

Si j'ai décidé de m'engager, c'est pour porter une ambition de renouveau pour notre pays. J'y mets toute mon énergie, toute ma volonté, toute ma détermination. J'ai besoin de votre engagement et de votre soutien.

Ne vous y trompez pas, votre choix déterminera l'avenir de la France bien au-delà des cinq prochaines années.

La France ne peut se laisser prendre dans les faux-semblants du " tout va très bien ", " il faut continuer comme avant ". Etre parmi les derniers en Europe pour le chômage et le pouvoir d'achat, parmi les premiers pour les impôts, les charges et les déficits publics, ce n'est pas seulement une faiblesse. C'est une anomalie. Et c'est un frein pour le développement personnel de chaque Française et de chaque Français, car il n'est pas d'accomplissement durable, pas de bonheur collectif possible dans le maintien du modèle étatique aujourd'hui à bout de souffle choisi depuis 20 ans par les socialistes français. Tous les sociaux-démocrates d'Europe y ont depuis longtemps renoncé. Seuls les nôtres, les yeux rivés sur le passé, refusent encore de changer.

La voie que je propose est celle de l'ouverture et de la modernité, celle de l'équilibre entre initiative et protection.

Je me suis engagé à renforcer notre cohésion nationale. Nous le ferons ensemble en consolidant le socle de nos garanties, par le rétablissement de la sécurité et de la tranquillité publique et par le renouvellement de nos solidarités essentielles.

Je me suis engagé à rendre son dynamisme à notre économie, pour la croissance, pour l'emploi, pour le pouvoir d'achat des Français, en libérant et en récompensant davantage le travail, l'effort et le mérite.

En suivant la voie que je vous propose, la France sera en Europe une force d'initiative et de proposition. Nous aurons une Constitution européenne, une fédération d'Etats-Nations et un Président de l'Europe élu par le Conseil Européen.

Et nous ferons aussi avancer le dialogue des cultures, nous contribuerons à la démocratie, à la paix et au développement solidaire dans le monde. Nous affirmerons avec plus de force les exigences du respect de l'environnement.

Après l'élection présidentielle, viendront les élections législatives. L'opposition unie a beaucoup travaillé, depuis longtemps. Elle s'est préparée à devenir la majorité. Une majorité cohérente et soudée, unie par ses idées et son projet. Une majorité de renouveau, rassemblée autour de femmes et d'hommes de toutes générations, proches du terrain, divers par leur sensibilité, leurs expériences, leurs métiers.

Un vent nouveau doit souffler sur la politique française. Je m'engagerai de toutes mes forces pour que vous donniez votre confiance à cette nouvelle majorité. C'est la première condition du succès, la première garantie du contrat que je propose aux Français.

Le Gouvernement de la République sera comptable devant moi de la réalisation des engagements que je souscris. Chaque année, il fera rapport au Parlement et engagera sa responsabilité devant l'Assemblée Nationale sur le respect du contrat passé avec les Français. Ainsi s'appliquera une obligation de transparence : toute occasion d'avancer plus vite devra être saisie et tout retard devra être expliqué et corrigé.

Dès cette année, je veux que les principales pierres de l'édifice aient été posées. Le coup d'arrêt

à l'insécurité donné. La loi de programmation militaire révisée et déposée. La baisse des impôts et des charges engagée. Les grandes négociations avec les partenaires sociaux lancées dès cet été.

Dans quelques mois, si vous le décidez, la nouvelle politique de la France sera sur les rails et déjà, ses premiers résultats se feront sentir.

Oui mes Chers Amis, les échéances que nous attendions sont arrivées. Un nouveau départ est possible. Tout dépend maintenant de chacun de vous, Françaises et Français, de votre volonté et de votre choix.

Vive la République !

Vive la France !